



FRANCE

Allonger les vacances de février, l'idée qui chemine

Au sein de l'exécutif, l'idée d'allonger les vacances d'hiver pour en faire une sorte de « confinement masqué », pendant trois voire quatre semaines, est un scénario sur la table. Le ministre de l'Éducation nationale ne l'exclut plus.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Allonger les vacances d'hiver pour les faire durer trois ou quatre semaines, quelle que soit la zone à laquelle appartiennent les élèves : c'est un scénario sur lequel planche l'exécutif et qui circule avec insistance. « Cela permettrait de confiner un mois en ne fermant les établissements que deux semaines », plaide un ministre.

« Avoir un enfant scolarisé augmente votre risque d'être contaminé, s'il est en lycée ou collège », rappelait le professeur Arnaud Fontanet, membre du Conseil scientifique, la semaine dernière sur France Inter. Il citait l'exemple de l'Irlande, qui avait gardé les écoles ouvertes et a dû les refermer au moment de l'arrivée du variant anglais. La chercheuse Vittoria Colizza, directrice d'un laboratoire spécialisé dans la modélisation des épidémies à l'Inserm, affirme aussi au « Monde » que l'ouverture des collèges et des lycées « a un effet significatif sur la circulation du virus et sur le nombre d'hospitalisations ».

« On ne peut pas isoler l'école de la société »

Mais le ministre de l'Éducation nationale veut tout faire pour gar-

der les écoles ouvertes. « La parole médicale n'est jamais une parole certaine », insistait Jean-Michel Blanquer, lundi soir, sur LCI. *Chacun est dans son rôle.* » Et d'ajouter : « Les vacances peuvent être plus contaminantes que la vie scolaire ».

Mais il sème « des petits cailloux » pour préparer un éventuel changement de position, comme sur le bac, décrypte un observateur avisé du monde éducatif. Si, « pendant trois semaines, les élèves restent chez eux toutes zones confondues », cet allongement des vacances serait, « le cas échéant, une formule qui permettrait d'avoir une sorte de confinement masqué », avance aussi Jean-Michel Blanquer. Même s'il n'est « pas convaincu à ce stade que c'est ce qui permettrait d'atténuer les contaminations ». Dans le « JDD », dimanche dernier, il admettait que la fermeture des écoles restait « concevable en cas de nécessité absolue ».

Dans l'Éducation nationale, l'idée selon laquelle l'école serait un lieu de circulation limitée du virus a de plus en plus de mal à passer. « On est à l'école puis on rentre chez soi, on voit sa famille, ses proches, on n'est pas dans une bulle totale, je ne vois pas comment on pourrait isoler l'école de la société », estime Philippe Vincent, à la tête du principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN.

Et après les vacances ?

Si les vacances sont prolongées, une question majeure se pose : la garde des enfants. « Je mettrai un accueil pour les parents et pour offrir des activités aux enfants », confie Caroline Cayeux, maire de Beauvais et présidente de l'association Villes de France. Les person-

nels des collectivités seraient-ils en nombre suffisant pour un accueil plus long et plus massif dans les centres de loisirs ? La maire de Beauvais évoque la « solidarité » entre agents qui pourrait conduire à mobiliser « les maîtres-nageurs qui n'ont plus d'enfants dans les piscines ou ceux des médiathèques si elles sont fermées ».

Mais d'autres élus s'inquiètent. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a promis mercredi « des concertations approfondies avec les associations d'élus dans les tout prochains jours ». Un autre sujet inquiète, au ministère de l'Éducation : que se passera-t-il après ces « vacances harmonisées » si la situation sanitaire n'est pas satisfaisante ? Les difficultés de l'enseignement à distance du premier confinement sont dans toutes les têtes. ■

Dans l'Éducation nationale, l'idée selon laquelle l'école serait un lieu de circulation limitée du virus a de plus en plus de mal à passer.

